



## Déclaration publique sur les récents incidents à l'Université d'Ottawa

**Le 30 mars 2021,**

L'Association trouve déplorable les propos récents circulant sur les réseaux sociaux et qui démontrent une mauvaise connaissance des citoyens et citoyennes du Québec. L'Association représente un grand nombre de professeur.e.s originaires du Québec et condamne les accusations gratuites et les généralisations douteuses qui ont été émises.

Nous sommes conscients que les propos haineux échangés dernièrement ont eu un impact négatif chez nos membres québécois, mais ont également affecté les étudiant.e.s et l'ensemble de la communauté universitaire provenant du Québec.

Nous prenons l'occasion également pour rappeler au Recteur et à l'administration que, même si Professeur Attaran bénéficie de la liberté académique, l'Université a l'obligation d'assurer un milieu de travail exempt de harcèlement et de violence et doit faire respecter ses règlements, notamment le *Règlement 67a - Prévention du harcèlement et de la discrimination*.

L'Association demeure donc perplexe quant au traitement divergeant face à la sévérité des mesures adoptées envers notre collègue Lieutenant-Duval, notamment les diverses sorties publiques du Recteur Frémont qui a rapporté des faits erronés pour tenter de justifier la mauvaise gestion de son administration. Cette nouvelle controverse n'est que le dernier échec de son administration.

La lutte contre le racisme passe inévitablement par l'éducation, la communication et la compréhension de l'autre. Nous ne croyons aucunement que les actions récentes de l'administration universitaire aident en quoi que ce soit la lutte contre le racisme ou la discrimination.

De plus, nous déplorons encore une fois le double standard entre les personnels académiques à temps plein et à temps partiel quant à l'exercice de la liberté académique. Il est clair que ces propos n'auraient pas été tolérés et auraient été traités différemment s'il avait été question d'un professeur à temps partiel, et ce, bien que nous bénéficions des mêmes droits. Nous nous faisons un point d'honneur à ce que cette situation change.